
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXXVII.

Du Mercredi 18 Novembre 1789.

MONSIEUR le président a annoncé qu'ayant présenté au roi le décret concernant la déclaration à faire par les titulaires des bénéfices, que sa majesté avoit répondu qu'elle le prendroit en considération.

Une offrande patriotique de M. Eustache, M^e en chirurgie, à Beziers, a été portée par son fils ; c'étoit des médailles de valeur de 500 liv. qu'il avoit obtenues pour différens prix ; le jeune porteur de cette offrande a été invité d'assister à la séance.

M. Treilhard ayant dénoncé une protestation des états du Cambresis, contre le décret des biens ecclésiastiques, un de MM. les secrétaires en a fait lecture.

Il paroît que les états de cette province ne sont pas pénétrés encore de l'esprit public, qui anime toutes les autres parties du royaume. Ces états protestent contre les décrets de l'assemblée ; ils déclarent que la nation n'a pas le droit d'enlever les propriétés, & qu'ils ne sont pas tenus d'observer les décrets qui leur enlèvent leurs privilèges ; ils désavouent tout consentement qui auroit été donné aux décrets par leurs députés, & demandent au roi la permission de s'assembler pour donner suite à leur déclaration. Il est à présumer que leur pro-

Tome IV.

R

testation aura le même succès que leur demande de satisfaction ; quand les représentans de la nation sont réunis , & que tous les privilèges sont abolis , il ne doit plus y avoir qu'une volonté légale. Le jugement de cette protestation étrange a été renvoyé à la séance du soir.

Transportons-nous à l'autre extrémité du royaume , le Béarn y donne un exemple bien différent : cette province , aussi fameuse par ses privilèges que par l'honneur d'avoir donné *Henri IV* à la France , renonce à son antique constitution , adhère à tous les décrets , amplie les pouvoirs de ses représentans , & couronne par un don patriotique un dévouement aussi honorable. C'est autant pour achever le désespoir des ennemis du bien public , que pour rendre un témoignage authentique au patriotisme des *Béarnois* , que nous nous empressons de déposer ici la délibération que la commune de Pau vient d'adresser à l'assemblée nationale.

DÉLIBÉRATION de la Commune de Pau , du 28 octobre 1789.

Les habitans de la ville de Pau considérant que le salut de la patrie & le bonheur de l'empire ne peuvent se trouver que dans l'union intime de toutes les parties de l'état ; qu'il n'existe pas , sous le ciel , un plus beau titre que celui de Français , depuis que les trois bases de la constitution sont posées , la liberté , l'égalité de l'homme , & le respect des propriétés. Considérant que la féodalité qui affligeoit nos campagnes , ne dégradera plus cette classe de citoyens aussi noble que la terre qui lui ouvre ses trésors ; que le moment est enfin venu où le Béarn , toujours uni d'affection & d'intérêt à la France , ne doit pas tenir à une constitution particulière , qu'il ne peut garder abandonné à sa faiblesse , lorsqu'il a le bonheur de pouvoir embrasser la constitution générale de la France qui sera défendue par l'intérêt commun & indivisible de vingt-quatre millions d'habitans. Considérant que si toutes les provinces

n'arrêtent pas à leur source par une confédération patriotique, les divisions intestines que les ennemis du bien public fomentent, en soulevant les préjugés & l'intérêt particulier contre l'intérêt public, la France entière va tomber dans les désordres de l'anarchie, & que nous détruirions ainsi de nos propres mains le plus bel empire de l'univers, auquel la providence semble n'avoir assigné d'autre terme pour sa durée & sa gloire que celui de la dissolution du monde. Considérant que tous les sujets du même souverain doivent être frères, supposer les charges de l'état en proportion de leurs facultés, & participer à une égale distribution des bienfaits du gouvernement; que tel est le vœu paternel de notre bon roi, *qui veut voir tous ses enfans se rapprocher dans leurs vœux comme ils sont unis dans son cœur*, ont résolu d'une voix unanime d'offrir pour tribut à la patrie, une constitution antique qui leur est chère, & qui rendoit leur situation plus heureuse que celle des autres provinces, espérant que l'exemple donné par la ville qui a l'honneur d'être le berceau de Henri IV, sera suivi par les provinces & villes privilégiées du royaume, qui n'ont pas fait encore l'abandon de leurs privilèges, & qui ne peuvent en faire un plus généreux que celui de la ville de Pau.

SUR QUOI il demeure arrêté par unité des suffrages que la ville de Pau adhère purement & simplement aux décrets de l'assemblée nationale, auxquels elle donne des pouvoirs généraux & illimités, & qu'au surplus MM. de Mourot, Nouffitou, Pemartin, & d'Arnaudat, députés, seront remerciés du zèle avec lequel ils ont défendu l'intérêt de la province, que la présente délibération sera imprimée, qu'on en enverra des collationnés à l'assemblée nationale, à M. Bailli maire de Paris, & à toutes les communes de la province.

L'ordre du jour a ramené la grande question des bases de la représentation.

Falloit-il combiner la base de la population avec celle

des impôts & du territoire ? Cette combinaison nécessaire pour rectifier les vues de la représentation territoriale, devoit-elle disparaître devant la base de population, la seule qui paroît devoir fixer le législateur ?

M. Pethion de Villeneuve a attaqué de nouveau le système du comité, qu'il regardoit comme plus ingénieux que solide ; il n'admettoit pour base que celle de la population, parce que la représentation est un droit individuel, auquel sont subordonnés les bases du territoire & des contributions.

M. de Castellane a soutenu au contraire le plan du comité.

M. Regnault soutenoit que la base de la population devoit être seule adoptée, & qu'on devoit donner à chaque département un égal nombre de députés.

M. de Puyvallé a été un des plus ardens défenseurs de la base populatife.

« Le plan du comité, a-t-il dit, a été emprunté des Egyptiens ; il a été renouvelé dans les Etats-unis, & rejeté par eux. M. l'abbé Syëes la rajeuni dans un de ses ouvrages, & le comité l'a perfectionné encore pour le faire adopter ; mais il est vicieux dans le principe, en ce qu'il n'admet pas les hommes comme les seuls éléments de la représentation ; cependant tout homme est citoyen ; il tient le droit d'être représentant ou représenté de la nature & de la loi ; la mesure des impôts est une mesure infidelle, puisqu'on ne prend pour base que l'imposition directe & qu'il est des villes qui paient la plus grande partie de leur contribution en impôts indirects. D'ailleurs la représentation est un droit naturel & imprescriptible. La division du territoire est au contraire une invention purement politique. Ne valoit-il pas mieux diviser la population du royaume en sept cents vingt parties, & chaque département auroit envoyé à l'assemblée nationale autant de députés qu'il y auroit eu de sept cents vingtièmes de population.

On est allé aux voix , & l'assemblée a décrété ce qui suit :

« Le nombre des députés à l'assemblée nationale , pour chaque département , sera déterminé selon la proportion de la population du territoire & de la contribution directe.

Le comité a proposé ensuite de délibérer si les électeurs nommés par les assemblées primaires se rendroient au lieu du département , pour nommer les députés à l'assemblée nationale.

Dans la séance précédente , les efforts des vrais publicistes se sont portés à obtenir que chaque municipalité ne formât point une assemblée primaire. Hier , ils ont dû combattre long-temps pour obtenir que les élections des députés à l'assemblée nationale fussent dans une assemblée de département , plutôt que dans les assemblées de district. Les assemblées nombreuses ont bien quelques inconvéniens ; mais ordinairement elles jugent avec plus de sens-froid ; elles sont plus susceptibles d'esprit public , & font leur choix avec plus d'impartialité que les petites assemblées , vouées plus facilement à l'intrigue , plus sujettes à la corruption , à la domination de quelques individus riches ou puissans. Ainsi , cette question tenoit essentiellement à la liberté & à la durée de la constitution française.

M. d'Aubert , député de l'Agénois , observoit que dans sa sénéchaussée , la plus grande partie des laboureurs ne s'étoit pas rendue à l'assemblée d'élection , & que l'autre l'avoit abandonnée dès le lendemain , sans autre raison que celle de l'ennui , & de la dépense. Il a ajouté que l'élection avoit été faite uniquement par des officiers de justice , des avocats , des procureurs , des notaires , des négocians & quelques bourgeois des villes , d'où il a conclu que les élections devoient se faire désormais par districts , & non au chef-lieu du département.

M. de Richié craignoit aussi l'influence des villes de département si les électeurs s'y réunissoient , & il a proposé de faire faire les élections dans chaque district.

L'assemblée a paru adopter vivement cette opinion dès qu'elle lui a été présentée, & cette approbation subite fait sans doute honneur à ses intentions, puisqu'elle ne cherche qu'à éviter tout ce qui peut faire craindre la corruption dans les élections; mais M. le comte de Lameth ayant observé que M. de Richié avoit invoqué lui-même les lumières de l'assemblée, & que la discussion étoit de droit, on a décidé qu'on entendroit les orateurs qui étoient inscrits.

Alors M. Target a exposé les motifs du comité de constitution; il a fait voir que l'assemblée ayant adopté les trois bases combinées pour la représentation, il seroit presque impossible de régler les députations par districts à cause des fractions; il proposoit pour concilier le présent décret avec la nécessité d'éviter l'influence des villes, de déclarer que les élections ne se feroient point dans chaque district, mais qu'on pourroit en réunir trois qui s'adopteroient aux bases établies. M. Fermond proposoit de former dans chaque département trois assemblées d'électeurs, pour nommer des députés à l'assemblée nationale, & que, dans les départemens où il ne seroit établi que six ou neuf districts, les électeurs de deux ou trois districts les plus voisins se réuniroient alternativement au chef-lieu de chaque district.

M. le chevalier de Lameth proposoit que les élections se fissent alternativement dans chaque chef-lieu du département.

M. Barnave appuyoit la motion de M. Fermond, & trouvoit dangereux de faire élire un trop grand nombre de députés dans la même assemblée; il desiroit que dans chaque département il y eût trois assemblées d'électeurs.

Cette opinion étonnera peut-être de la part d'un des membres de l'assemblée, qui a été le plus fidèle aux bons principes; aussi, dès que M. Fermond a eu retiré sa motion, M. Barnave s'est empressé de reconnoître son erreur, en disant qu'il n'étoit jamais trop tard pour revenir à la vérité.

MM. Lanjuinais , de Custine , Mongin de Roquefort , de Toulangeon , la Chaîse , de Villas , Loys , de Foucault , & quelques autres membres insistoient pour que les élections fussent faites par un certain nombre de districts réunis : « C'est une méthode vicieuse d'élire par districts , disoit M. le duc de la Rochefoucault ; j'ai été frappé d'une réflexion faite par M. l'archevêque d'Aix , il y a quelques jours , sur l'influence que les membres du département pourroient exercer dans le chef-lieu du département ; ainsi on pourroit proposer que l'élection ne fût pas faite dans ce chef-lieu , & je demanderai aussi que le jour de l'élection soit rapproché du jour où les membres auront été élus , & que l'élection se fasse le même jour dans les trois assemblées de district , afin de jouer toutes les intrigues ».

M. de Traci trouvoit plus dangereux de laisser une influence au chef-lieu du district , que de l'accorder au chef-lieu du département ; il insistoit , ainsi que M. Reubell , à ce que l'élection des députés à l'assemblée nationale se fît dans une même assemblée.

« Pour éviter l'influence des villes de département , disoit M. Desmeuniers , décidex que l'élection se fera alternativement dans les chefs-lieux de chaque district , en adoptant l'article du comité , qui porte que les élections se feront dans la même assemblée.

M. de Montlausier a réfuté M. Desmeuniers , en disant que ce n'étoit pas l'influence physique , mais celle des votans qu'il falloit éviter.

On a demandé la priorité pour la motion de M. Fermond , ce qui a occasionné quelques débats , sur-tout après que M. Fermond l'a eu retirée ; alors M. de Beaumés a prouvé qu'il étoit indispensable de faire les élections dans une seule assemblée des électeurs de chaque département , puisqu'il pouvoit être dans les projets de l'assemblée nationale de faire l'élection de ses magistrats & de ses prélats par chaque département.

M. Long a observé que , si chaque département avoit

un évêché, il n'en seroit peut-être pas de même des cours de justice, mais M. le comte de Crillon & M. le comte de Lameth ont très-bien prouvé que tous ces projets de districts séparés ou réunis pour les élections étoient des machines trop compliquées; ils ont insisté fortement pour que les élections se fissent dans une seule assemblée, où l'esprit public peut mieux se former.

M. Chapelier a développé avec plus de force encore les motifs qui devoient faire préférer une seule assemblée à celle des districts; il a parlé de l'influence que les *seigneurs* pourroient y exercer.

A ce mot de *seigneur*, M. de Boussard, député de la noblesse, a rappelé l'orateur à l'ordre, en disant qu'il n'y avoit plus de *seigneurs*.

» Pardonnez, a dit M. Chapelier; je me suis servi d'un terme que vos décrets ont effacé de la langue françoise, mais j'ajoute que les difficultés se multiplieront par la division des districts, que l'influence de l'aristocratie de la richesse est de tous les temps & de tous les lieux, & que la liberté dépend des assemblées nombreuses ».

On est allé aux voix sur quelques amendemens faits à la motion de M. Fermond, que MM. de Foucault, le Vicomte de Mirabeau, ont réclamés, quoiqu'elle eût été retirée par M. Fermond.

L'épreuve a été douteuse sur la question de savoir si les assemblées des électeurs seroient faites par districts ou par départemens. L'appel nominal ayant été fait, il y a eu une majorité de cinquante-deux voix en faveur des départemens.

On souscrit, à Paris, chez CUSSEAU, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.